## Loi fédérale sur les mesures visant à atténuer les effets du franc fort et à améliorer la compétitivité

du ...

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 31 août 2011<sup>1</sup>, arrête:

I

Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

# 1. Loi du 7 octobre 1983 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation<sup>2</sup>

Titre précédant l'art. 16k (nouveau)

#### Section 6

Paiements compensatoires destinés aux participants à des programmes de recherche internationaux

Art. 16k (nouveau)

- <sup>1</sup> Une contribution visant à atténuer une perte de change extraordinaire peut être allouée, sur demande, aux participants à des programmes de recherche internationaux qui sont soutenus au titre de la présente loi.
- <sup>2</sup> Sont habilités à déposer une demande les institutions, chercheurs et entreprises qui:
  - a. touchent des subventions provenant:
    - 1. du 7<sup>e</sup> programme-cadre de recherche de l'UE,
    - 2. de programmes de l'Agence spatiale européenne (ESA), ou
    - d'autres programmes internationaux de recherche, dans la mesure où le bénéficiaire ou l'institution employeuse est une institution soutenue par la Confédération conformément à l'art. 16;
  - b. font de la recherche en Suisse dans le cadre de contrats d'encouragement de la recherche qui ne sont pas libellés en francs suisses, et

1 FF **2011** 6217 2 RS **420.1** 

2011-1815 6249

- c. voient, à la suite de l'évolution du cours du franc en 2011, la valeur des versements qu'ils touchent au titre de leur contrat d'encouragement de la recherche réduite de 15 % (valeur seuil) en parité de pouvoir d'achat par rapport au taux de change en vigueur à la date de la conclusion du contrat.
- <sup>3</sup> L'institution employeuse est chargée du dépôt de la demande. Une seule demande peut être déposée par institution. La demande peut inclure des propositions visant à atténuer une perte de change concernant des contributions versées:
  - a. à des chercheurs à titre individuel:
  - b. à des groupes de chercheurs;
  - c. à des entreprises et à des chercheurs qui travaillent à un même projet que les chercheurs visés aux let, a et b.
- <sup>4</sup> Les entreprises et les chercheurs qui ne sont pas visés par l'al. 3 déposent leur demande directement. Il en va de même pour les entreprises ayant conclu des contrats dans le cadre des programmes de l'ESA.
- <sup>5</sup> Les demandes doivent être déposées auprès du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (Secrétariat) d'ici au 30 octobre 2011.
- <sup>6</sup> Le Secrétariat examine les demandes. Les critères retenus sont:
  - a. la qualité pour déposer une demande;
  - la perte de change effective compte tenu des clauses de garantie des risques figurant le cas échéant dans le contrat ou d'éventuels paiements compensatoires versés par d'autres entités publiques.
- <sup>7</sup> Il fixe, sur la base des résultats de l'examen, le montant du paiement compensatoire après déduction de la valeur seuil et dans les limites des moyens disponibles (al. 2, let. c).
- <sup>8</sup> Le versement se fait en une tranche avant le 20 décembre 2011.

## 2. Loi du 20 mars 2009 sur le transport de voyageurs<sup>3</sup>

Art. 33, al. 1bis (nouveau)

<sup>1 bis</sup> Dans le cadre de programmes de soutien à l'économie, la Confédération peut verser une indemnité supplémentaire. Les conventions d'offre déjà conclues peuvent être adaptées en conséquence.

## 3. Loi du 25 juin 1982 sur l'assurance-chômage<sup>4</sup>

Art. 90a, al. 2 (nouveau)

<sup>2</sup> Elle est augmentée de 500 millions de francs pour l'année 2011.

Π

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> La présente loi est déclarée urgente conformément à l'art. 165, al. 1, Cst.

 $<sup>^2</sup>$  Elle entre en vigueur le ... (jour qui suit son adoption) et a effet jusqu'au ... (au maximum 1 an à compter du jour de son adoption).